



FINANCES  
PUBLIQUES

# *Au cœur des luttes*

**SYNDICAT CGTR-Finances publiques**

## **DECLARATION DE LA CGTR-FINANCES PUBLIQUES AU CSAL FS DU 18 MARS 2024**

Monsieur Le Président,

Le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques Stanislas Guérini a annoncé que l'année 2024 serait une année blanche en termes de revalorisation du point d'indice et que le mérite ainsi que la performance seraient les axes de la rémunération future des fonctionnaires.

Comment ne pas dénoncer ce nouveau gel de la rémunération indiciaire imposé unilatéralement aux fonctionnaires alors que les dernières revalorisations sont loin de combler les pertes de pouvoir d'achat cumulées depuis les 20 dernières années ? Quelle autre profession accepterait une diminution de 27 % de son pouvoir d'achat en 24 ans ? Comment une progression deux fois moins rapide de la rémunération que dans le secteur privé pourrait-elle ne pas se traduire par une perte d'attractivité ?

Et pourtant de l'argent, il y en a !!!

Le premier poste des dépenses publiques annuelles (environ 30% des dépenses budgétaires) est constitué « d'aides publiques » aux entreprises mal fléchées, non conditionnées et dont l'efficacité, notamment en matière de lutte contre le chômage, reste à prouver (rapports de la cour des comptes). Pour exemple 160 milliards d'euros ont été alloués aux entreprises en 2019 (30 % des dépenses budgétaires), contre 30 milliards dans les années 90, et la gabegie continue !

Depuis 2017, les impôts ont baissé prioritairement au bénéfice des entreprises et des plus riches.

La fraude et l'évasion fiscales sont estimées à plus de 80 milliards d'euros par an.

La loi de programmation militaire 2024 – 2030 prévoit 413 milliards d'euros de dépenses militaires (soit une augmentation de 40 %) et 60 milliards pour les armes nucléaires.

Alors que l'année 2023 s'est terminée avec une inflation de 4,9 % (dont 11,8 % pour les seuls produits alimentaires), à la DGFIP l'érosion de notre rémunération n'a jamais été aussi flagrante, mettant en difficulté de nombreux agents

Alors que dire du mépris affiché par la Direction Générale lors des négociations indemnitaires avec les représentants du personnel de la DGFIP ? Trois interlocuteurs différents (2 DG, un DG adjoint), mais toujours cette volonté claire de se moquer des agents dont elle vante pourtant à la moindre occasion l'engagement professionnel et le sens du service public.

Nous savons maintenant que tout cela ne vaut guère plus qu'une quarantaine d'euros mensuels...

Mais tout n'est pas perdu, puisque notre nouvelle directrice générale doit encore négocier avec les organisations syndicales le contenu de la nouvelle enveloppe du Fonds d'amélioration du cadre de vie au travail.

Nous sommes justement réunis aujourd'hui pour aborder notamment le bilan de cette fameuse enveloppe FACVT.

Elle s'est traduite à la DRFIP de La Réunion par la pose de racks à vélos, de quelques douches et de la création de coins détente qui seront certainement qualifiés de « sympas ».

Pour rappel, le budget s'élevait à 85000 € soit 100 € par agent.

Cette enveloppe, dont la seule reconduction est la preuve de la déconnexion de la Direction Générale, suscite d'ores et déjà le désintérêt des agents vu l'utilisation des fonds octroyés aux directions locales.

La CGTR Finances Publiques se fera entendre pour que l'enveloppe FACVT bénéficie cette fois à l'ensemble des agents et qu'elle représente concrètement une amélioration de leurs conditions de vie.

Et pour cela, les agents de la DGFIP attendent mieux que des douches, des plantes vertes et 40 € par mois !!!

**C'est maintenant que le gouvernement doit ouvrir de véritables négociations salariales, et cela passe par :**

- **Revaloriser significativement le nombre de points d'indice et la valeur du point**
- **Revaloriser les grilles indiciaires de la fonction publique en maintenant le principe de corps/grade et échelon**
- **Revaloriser les régimes indemnitaires.**

**PARCE QUE LES MOTS NE SUFFISENT PLUS POUR RECONNAÎTRE L'ENGAGEMENT DES PERSONNELS DE NOTRE ADMINISTRATION, CE 19 MARS, AVEC L'ENSEMBLE DES FONCTIONNAIRES, SOYONS MASSIVEMENT EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS POUR METTRE UN TERME À LA DÉGRADATION DE NOTRE POUVOIR D'ACHAT**

Les élus au CSAL FS : Michaël JALMA, Renaud BRAVIN, Erika GOURDE, Hermann AGATHE.